

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron  
Unité inter-départementale Tarn-Aveyron  
Cellule carrières – mines et après-mines  
Centre administratif - ZAC de Bourran – 9 rue de Bruxelles  
12000 Rodez

Albi, le 04/02/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 16/01/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **CARRIERES DE CASSAGNES-GOUTRENS**

ZA RUAU II  
12110 Aubin

Références : 12-CARMIN-2024-02  
Code AIOT : 0006803016

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/01/2024 dans l'établissement CARRIERES DE CASSAGNES-GOUTRENS implanté Les Costes 12390 Goutrens. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CARRIERES DE CASSAGNES-GOUTRENS
- Les Costes 12390 Goutrens
- Code AIOT : 0006803016
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière à ciel ouvert de calcaire sise au lieu dit "Les Costes" sur la commune de Goutrens 12390, est autorisée par arrêté préfectoral n° 2008-302-12 en date du 28 octobre 2008, et par arrêté

préfectoral complémentaire n° 12-2022-10-05-00001 en date du 05 octobre 2022 (approfondissement) pour une durée de 30 ans au bénéfice de la SARL Carrières de Cassagnes Goutrens.

La carrière était en activité au jour de la visite.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Eaux rejetées - Projet d'extension

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Conduite de l'exploitation	Arrêté Préfectoral du 28/10/2008, article 14.8.2	Sans objet
2	Conduite de l'exploitation	AP Complémentaire du 05/10/2022, article 1	Sans objet
3	Prévention des pollutions ou nuisances	Arrêté Préfectoral du 28/10/2008, article 24.3.3	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

Sur la carrière, l'extraction est développée de part et d'autre de la voie publique (RD651) créant ainsi un carreau Ouest en bordure duquel se trouvent également les installations de traitement et l'activité commerciale, et un carreau Est.

Il est à noter que la jonction de la voie publique (RD651) entre l'accès aux 2 zones d'extraction se dégrade. L'exploitant fait le nécessaire avec la commune pour la réfection de cette jonction, notamment au niveau des bas côtés de la chaussée.

### **2-4) Fiches de constats**

**N° 1 : Conduite de l'exploitation**